

Une voix: Le jeudi de la grande noirceur.

M. Thompson: Nous sommes reconnaissants au ministre d'État de rétablir la lumière.

L'hon. M. Chrétien: Je représente une circonscription qui a l'une des plus vieilles centrales électriques dans la province de Québec.

M. Thompson: Avant que l'obscurité se fasse à la Chambre, je parlais des problèmes où se débat l'agriculture de l'Ouest. Nous ne prévoyons pas seulement des prix moins élevés pour les produits des fermes de l'Ouest, et je parle surtout des prix moindres du blé, mais le grain de l'Ouest importe beaucoup à l'économie canadienne et nos fermiers de l'Ouest sont menacés de perdre leurs marchés. Tout le pays en souffrira. En outre, les événements en Chine ne sont pas de nature à nous faire espérer que nous conserverons nos débouchés dans ce pays.

Un autre problème de grande importance pour l'économie du pays c'est celui des salaires. Certains de nos travailleurs ont réclamé la parité des salaires avec les travailleurs des États-Unis. Personne à la Chambre, j'en suis sûr, ne refuse un salaire viable à nos travailleurs, particulièrement à notre époque de hausse de prix. Mais il faut se rappeler qu'à l'égard de la productivité, le travailleur canadien fait concurrence au travailleur qui vit dans un pays dix fois plus grand que le nôtre du point de vue économique. Cette demande de parité augmentera encore notre coût de la vie et intensifiera la pression inflationniste.

L'une des principales causes de cette prétendue inflation, ce sont les dépenses sans précédent du gouvernement au cours des dernières années. Le plus important facteur d'inflation, c'est celui que le ministre des Finances lui-même a créé. Ce facteur, c'est l'augmentation énorme des dépenses du gouvernement dont nous sommes témoins depuis plusieurs années. Que le ministre des Finances accepte ou non la responsabilité, les statistiques indiquent que le taux des dépenses du gouvernement au niveau fédéral dépasse de beaucoup le taux de croissance économique, le taux d'augmentation des salaires et le taux d'augmentation du coût de la vie.

Il est intéressant d'examiner les statistiques publiées la semaine dernière par la Canadian Economic Foundation. Ces chiffres indiquent que les 3.5 millions de contribuables, qui gagnent moins de \$5,000 par année, versent environ la moitié de leur revenu en impôts, chaque année, aux différents paliers de gouvernement.

[L'hon. M. Ricard.]

L'hon. M. Sharp: Puis-je poser une question au député? Est-ce que ces critiques s'adressent également aux gouvernements provinciaux et municipaux?

M. Thompson: Oui, mais je m'adresse particulièrement au ministre des Finances. Mes critiques s'appliquent à tous les paliers de gouvernement, mais dans ses deux discours sur le budget au moins, le ministre des Finances a demandé aux gouvernements provinciaux et municipaux d'exercer une certaine modération. Pourtant, il n'a pas su lui-même freiner les dépenses fédérales. Le taux d'augmentation du coût du gouvernement à tous les paliers a été supérieur au taux d'augmentation de la productivité au Canada. Je me risquerai à dire que les dépenses fédérales ont augmenté plus rapidement que les dépenses provinciales et municipales.

Les chiffres publiés par la Canadian Economic Foundation ont révélé que 1.6 million de contribuables qui gagnent de \$5,000 à \$10,000 par an, paient plus de 50 p. 100 de leur revenu en impôts. Le paiement fiscal moyen de ce groupe s'élève à \$5,300. Ce montant représente l'ensemble des impôts versés à tous les paliers de gouvernement.

L'Union des contribuables communique qu'à l'heure actuelle le contribuable moyen verse environ la moitié de son revenu en impôts: l'impôt sur le revenu des particuliers, la taxe de vente, l'impôt foncier, les impôts qui frappent les automobilistes, et toutes les formes d'impôts déguisés qui servent à payer le coût du gouvernement. J'ai avec moi des chiffres, pour 1965, qui appuient les affirmations de la Canadian Economic Foundation et de l'Union des contribuables. Je n'ai pas pu obtenir de chiffres détaillés pour 1966 mais, hélas, les dépenses de l'État cette année-là atteignaient un pourcentage encore plus élevé que les années antérieures. Les chiffres de 1965 se rapportent au revenu national net.

Au 31 décembre 1965 le produit national brut du Canada atteignait 52,056 millions de dollars. Au 31 décembre 1965, notre revenu national net atteignait 38,940 millions de dollars. Ce chiffre comprend les salaires, traitements, commissions, le revenu de la vente de produits et de toutes les autres sources. Pendant l'année financière terminée le 31 mars 1966, nous avons versé 1,051.3 millions de dollars en intérêts de la dette publique. Pour la même année financière, notre dette publique directe était de 27,617 millions de dollars, augmentation de 1,044 millions de dollars par rapport à 1964-1965. Si l'on ramène ces chiffres à un montant quotidien, on constate que la dette publique nous a coûté chaque jour